

	Up ! Enhanced Management	Première édition
	5 La stratégie d'entreprise 5.8 L'environnement macro-économique de l'entreprise	http://www.up-comp.com contact@up-comp.com

- **La fiscalité sur les ménages.**
Il s'agit d'agir sur la demande.
- **La fiscalité sur les entreprises.**
Il s'agit d'agir sur l'offre.
- **Les aides à la consommation.**
Par exemple les « jupettes » et les « balladettes » favorisant le renouvellement du parc automobile.
Elles ne sont efficaces que si les capacités de production ne sont pas saturées. Sinon, les entreprises vont chercher à investir et elles nécessiteront des capitaux, ce qui renchérira le rendement attendu des actifs financiers. Les ménages seraient alors plus enclins à épargner qu'à consommer !
- **Les aides à l'investissement.**
Par exemple les aides pour l'entretien de sa maison.
- **Par la relance monétaire.**
Le levier d'action est le taux d'intérêt entre la banque centrale et les banques commerciales.
- **Par le changement des taux de change.**
Le **taux de change** entre deux monnaies correspond au différentiel de valeur qu'elles représentent. Il peut être fixe ou flottant.
Le levier d'action n'est valable que pour favoriser les exportations et défavoriser les importations envers un pays particulier, sauf pour le **Dollar** qui est la monnaie du commerce international.

&

La relance budgétaire nécessite un financement par la dette publique qui elle-même doit être re-financée. Pour cela, il existe deux moyens :

- a • **Par l'émission de bons du Trésor.**
Ces bons s'appellent **Obligations Assimilables au Trésor (OAT)** en **France**. Dans ce cas, l'Etat est en concurrence avec les autres établissements proposant des placements et il doit se caler sur l'état du marché financier en terme d'offre et de demande.
En cas de besoin important, le taux d'intérêt doit être attractif pour stimuler l'épargne, ce qui renchérit :
 - Le coût de l'emprunt pour l'Etat.
 - Le coût de l'emprunt pour les autres agents économiques – les entreprises – qui empruntent pour investir.
- a • **Par la demande d'un financement auprès de la banque centrale.**
L'Etat dispose d'un compte auprès de la banque centrale et peut demander à celle-ci de l'alimenter « artificiellement » pour un montant donné. Ce principe de la **planche à billets** est hyper-inflationniste.
Ce procédé est proscrit pour les pays de l'Euroland.

5.8.8.3 Le levier de la relance de la demande

Supposons que l'Etat intervienne pour relancer l'économie par la demande. Le schéma économique est alors le suivant :

Le **PIB** se modélise par :

$$R = C + I + G + X - M$$

Une partie de ce revenu est distribué sous forme de taxes fixes par rapport au **PIB** – les frais de succession – et de taxes variables par rapport au **PIB** – la **TVA**. Nous avons donc :

$$R_{\text{HorsTaxes}} = C + I + G + X - M - (T + c * R_{\text{HorsTaxes}})$$